

Délibération n°2024_07_02_19

Objet : Remboursement des frais de transport et de séjour - Mandat spécial - Conseil Municipal des Jeunes 2024

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MARDI 2 JUILLET 2024**

L'an deux mille vingt quatre, le deux juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 26 juin 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Nombre de membres représentés : 8

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO - Jean-Marc LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Olivier BOUDET - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent TATON pouvoir à Caroline SAROCHAR

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2123-18 et R 2123-22-1 ;

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à

l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives aux collectivités locales et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

L'article L.2123-18 du Code général des collectivités territoriales et la jurisprudence du Conseil d'Etat prévoient que les fonctions de Maire, d'Adjoint et de Conseiller municipal, donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux.

Le Conseil municipal définit périodiquement les opérations particulières qui constituent des mandats spéciaux. En outre, la délibération doit faire apparaître de façon nominative les élus qui exercent un mandat spécial.

Les dépenses de transport sont remboursées aux frais réels sur présentation d'un état de frais auquel l'élus joint les factures qu'il a acquittées et précise notamment son identité, son itinéraire ainsi que les dates de départ et de retour.

Les frais de séjour liés à l'exercice d'un mandat spécial sont remboursés par la commune sur présentation des factures, dans les limites définies ci-dessous, conformément à l'article R.2123-22-1 du Code général des collectivités territoriales :

- l'indemnité de repas est remboursée dans la limite de 20,00 € ;
- l'indemnité de nuitée est remboursée dans la limite de 120,00 € (Grand Paris), et 140,00 € (Paris intra).

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Définir que la participation au séjour du Conseil Municipal des Jeunes en vue de découvrir les institutions organisé du 5 au 7 mai 2024 à Paris constitue un mandat spécial ;
- Dire que l'élus suivant a participé au séjour à Paris du CMJ 2024 : Jean-Marc Leïendeckers
- Approuver le remboursement aux frais réels des dépenses de transport et le remboursement forfaitaire d'hébergement et de restauration de l'élus susvisé, dans le cadre de ce mandat spécial.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

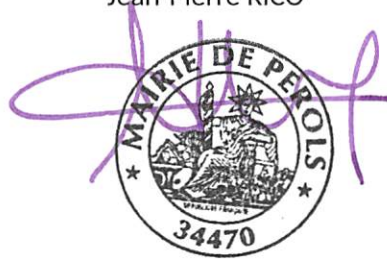
Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVESSE

Fait à Pérols, le 4 juillet 2024

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.